

Notre priorité, votre pouvoir d'achat

L'UDC présente 11 candidates et candidats aux élections fédérales du 22 octobre, dont les sortants Céline Amaudruz et Thomas Bläsi. Les candidats UDC s'engagent prioritairement pour la défense de votre pouvoir d'achat.



Sortante

Céline Amaudruz
Genève



Sortant

Thomas Bläsi
Genève



Charles Poncet
Genève



Michael Andersen
Genève



Guy Mettan
Genève



Vincent Schaller
Genève



Cyril Nobs
Meyrin



Cédric Pilatti
Bernex



David-Peter Lê
Meinier



Marie Rozès
Genève



Alexandre Chevalier
Genève

LISTE
CONSEIL
NATIONAL **28**

LIBERTÉ & SÉCURITÉ

LE 22 OCTOBRE, VOTEZ UDC AUX ÉLECTIONS FÉDÉRALES

JOURNAL DE L'UDC GENÈVE - AOÛT 2023 - N°4

Comment la gauche a trahi les femmes le jour de la grève féministe ?

Page 2

Il faut renforcer le porte-monnaie des Suisses, pas celui des frontaliers.

Page 3

Découvrez les 11 candidates et candidats de l'UDC au Conseil national.

Page 4

Pour la liberté et la prospérité



Notre priorité,
votre
pouvoir d'achat



par Céline Amaudruz,
Conseillère nationale

Le 22 octobre, ça sera l'heure du choix ! Le choix entre une politique avec l'UDC ou une politique avec les autres partis. Avec l'UDC, la Suisse et les Suisses passent en premier.

Augmentation de 1,50 fr. du prix de l'envoi des colis par La Poste, automobilistes pris à la gorge, explosion continue des coûts de la santé, du prix des aliments de base... Les mauvaises nouvelles se multiplient pour le porte-monnaie de la population. Vous avez le sentiment d'être les dindons de la farce ? C'est normal, et ça l'est d'autant plus si vous faites partie de la classe moyenne.

Alors bien sûr, ça et là, des mesures sporadiques sont annoncées pour alléger la charge fiscale de la population et des entrepreneurs. Mais les faits sont têtus : seule l'UDC résiste avec constance et obstination aux taxations en tout genre que nous imposent avec frénésie les partis de gauche, prenant à la gorge une population déjà exsangue.

Le 22 octobre, vous aurez le choix ! Ne manquez pas l'opportunité de voter UDC pour renforcer votre pouvoir d'achat, votre liberté et votre sécurité.

LISTE
CONSEIL
NATIONAL **28**

Céline Amaudruz
au Conseil des Etats
Liste 8



Quand la gauche trahit les femmes le jour de la grève féministe

Face à la hausse dramatique des violences domestiques et des délits dont sont victimes les femmes, l'UDC dénonce le double discours des élus de gauche.



par Marie Rozès,
Courtier en immobilier

« Lutter dès le plus jeune âge contre les stéréotypes de genre ». Voilà tout ce que la conseillère d'État PLR Nathalie Fontanet a trouvé à nous proposer fin juin 2023 face à la situation dramatique des femmes à Genève !

Un rapport officiel publié en juin dernier vient de démontrer qu'en 2022, les infractions pénales pour violences domestiques ont augmenté de 3% par rapport à 2021 : pas moins de 1743 situations graves ont ainsi été recensées, avec une majorité écrasante de femmes (81%) parmi les victimes !

Pourtant, le canton ose parler d'une hausse « légère » et promet d'« analyser le caractère genré des violences pour mieux les prévenir ». Un tel charabia universitaire, face à l'insécurité subie par les femmes genevoises, relève du mépris pur et simple !

Alors que les interventions de police atteignent un nombre record – 789, du jamais vu depuis 2010 – ce n'est pas de thèses en sciences sociales dont la population a besoin, mais d'une réelle maîtrise de l'immigration. A moins de défendre coûte que coûte une idéologie que les faits condamnent, nul ne peut ignorer les causes culturelles, islamiques notamment, de la violence domestique.

Le sacrilège de la grève des femmes du 14 juin

Mais ce n'est pas tout. Alors que des milliers de féministes défilaient le 14 juin dernier lors de la grève féministe, leurs soutiens roses-verts à Berne refusaient d'infliger des peines de prison ferme aux violeurs. Le ténor socialiste Carlo Sommaruga expliquait qu'il s'agissait de « rendre aussi des peines qui soient en relation avec la gravité de l'acte » dans des « cas relativement bénins » de viol. Il était ensuite sou-



Les violences subies par les femmes sont en augmentation. La gauche et une grande partie de la classe politique refusent de reconnaître qu'une grande partie du problème réside dans l'immigration subie.

tenu par la Verte Lisa Mazzone, pour qui « ce n'est pas le niveau de la peine qui a un impact protecteur ou préventif ».

Parti de la liberté, l'UDC Genève s'engage pour défendre les femmes face à l'échec du multiculturalisme. Elle demande par conséquent à la classe politique de dire toute la vérité sur les violences domestiques, notamment sur les origines de leurs auteurs, et d'agir en conséquence.

Céline Amaudruz au Conseil des Etats



par Thomas Blasi,
Conseiller national

Avec la candidature de Céline Amaudruz au Conseil des Etats, l'UDC propose au vote des Genevois une personnalité reconnue et de premier plan pour représenter notre canton à la Chambre haute du Palais fédéral.

Conseillère nationale depuis 2011, présidente de la Commission de santé et de sécurité publique du Conseil national, prési-

dente de l'UDC Genève et vice-présidente de l'UDC Suisse, Céline Amaudruz a gravi chaque échelon politique avec force et conviction. Elle s'est imposée tant au Parlement qu'au sein des partis politiques par sa capacité à nouer des majorités solides sans trahir ses convictions.

Gestionnaire de fortune au sein d'une banque privée et mère de famille, Céline Amaudruz sait mener plusieurs carrières de front.

Le 22 octobre prochain, offrez à Genève une femme compétente et forte en soutenant sa candidature au Conseil des Etats.

Frontaliers : trop, c'est trop !

Plus de 8'000 nouveaux permis G actifs ont fait leur apparition à Genève depuis juin 2022. L'UDC appelle les autorités à prendre la mesure de cette situation dramatique pour la population locale.



par Cédric Pilatti,
Dessinateur-Projeteur

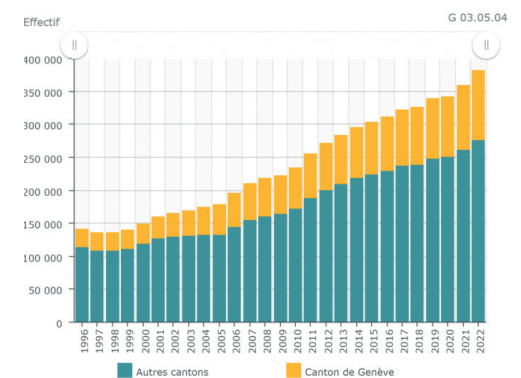
Il y a des constantes dans la vie des Genevois : les touristes qui se prennent en photo devant le jet d'eau, le trafic paralysé et un taux de chômage supérieur à celui des autres cantons suisses. Une autre chose qui ne change pas, malgré les avertissements répétés de l'UDC, c'est l'explosion continue du nombre des frontaliers.

En février dernier, encore, nous demandions un moratoire tandis que l'Office cantonal de la statistique annonçait que le cap des 104'000 frontaliers actifs à Genève – un employé sur trois ! – venait d'être franchi. Que ce chiffre est désormais passé à 108'750 frontaliers étrangers actifs fin juin 2023[3]. 4'750 de plus en un trimestre ! Quand s'arrêtera la démesure ?

Il faut cesser de se voiler les yeux. Le salaire médian genevois dans la fonction publique se situe à 8'956 francs par mois. Dans le privé, il est à 6'957 francs par mois à Genève et à environ 6'600 francs ailleurs en Suisse. Or, 6'600 francs, c'est le salaire que touche le 1% des salariés les mieux rémunérés en France.

Peut-on encore parler de passivité des autorités politiques, ou s'agit-il d'une volonté délibérée de sacrifier les Genevois sur l'autel du profit ?

Faut-il rappeler qu'en 2014, en acceptant l'initiative UDC contre l'immigration de masse, les Suisses avaient demandé la préférence nationale à l'embauche et un engagement modéré de frontaliers, particulièrement en situation de crise ? Près de dix ans plus tard, qu'en est-il ? A l'évidence, la « préférence indigène light » mise en place pour contrer la décision du peuple n'a pas porté ses fruits.



1 frontalier sur 4 en Suisse travaille dans le canton de Genève en 2023. Source : OFS

Si les élites ne respectent ni la volonté, ni les décisions du peuple, c'est qu'il faut en changer. Les candidats de l'UDC Genève aux élections fédérales s'engagent à défendre les intérêts de la population locale face à une classe politique qui année après année, laisse se péjorer ses conditions de vie.

Protégeons le porte-monnaie des Suisses, pas celui des abuseurs



par Michael Andersen,
Député

Le canton d'Argovie vient de renoncer à expulser une famille étrangère qui a englouti pas moins de 738'497 francs d'aide sociale depuis 2004. En 2010, le peuple avait pourtant accepté la seule solution concernant ce type d'abuseurs : le renvoi.

Pour toutes les personnes honnêtes qui se lèvent tôt le matin mais peinent à boucler les fins de mois, la lecture de la presse a souvent quelque chose de démoralisant. Un article de Blick nous apprend que dans le canton d'Argovie,

une famille étrangère avec six enfants – dont quatre aujourd'hui adultes – a touché la rondelette somme de 738'497 francs d'aide sociale depuis 2004.

Près de vingt ans passés au crochet de la société qui n'entraîneront pourtant pas leur expulsion du pays. Pourquoi ? A cause d'obscurs « intérêts privés », selon la réponse du Conseil d'État à une intervention de l'UDC. Et les autorités, qui ne craignent pas de jeter l'argent du contribuable par les fenêtres, d'ajouter qu'il n'y aurait pas non plus « d'intérêt public » à renvoyer ces profiteurs chez eux. Circulez, il n'y a rien à voir !

En 2010, la population suisse s'est pourtant exprimée clairement dans les urnes en faveur du renvoi des étrangers abonnés aux prestations des assurances

sociales. Mais cette volonté du souverain est aujourd'hui largement bafouée. Par exemple, dans le cas présent, le titre de séjour des parents a simplement été rétrogradé de « C » à « B » avec un vœu pieu de « changement de comportement ».

Pour que ce type de profiteurs soient choyés dans notre pays, des travailleurs tirent la langue. Face à ces situations d'abus inacceptables, l'UDC demande que soient enfin appliquées les décisions de la population. Ce n'est pas du confort des abuseurs dont il faut se soucier, mais du pouvoir d'achat des travailleurs suisses. Ceux qui font des sacrifices quotidiens pour soutenir leur famille doivent être aidés, pas ceux qui comptent sur la charité pour mener des vies de pacha.